

Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

**Rapport à l'honorable Gerard Kennedy
Ministre de l'Éducation de l'Ontario**

Le 31 mars 2004

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| Introduction | 2 |
| Origine du Rapport | 2 |
| Éléments étudiés | 5 |
| LES PROBLÉMATIQUES | 8 |
| LES PROBLÉMATIQUES SUPPLÉMENTAIRES | 35 |
| LE RENOUVELLEMENT DU MANDAT DU GROUPE DE TRAVAIL | 45 |
| CONCLUSION | 46 |
| Annexe A Tableau sommaire des investissements supplémentaires requis... .. | 47 |
| Annexe B Listes des membres du GTSEF, mandat et calendrier..... | 48 |
| Annexe C Mémoires..... | 49 |
| Annexe D Lexique des acronymes..... | 50 |

Introduction

Ce rapport a été préparé par le Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français (GTSEF) en février et mars 2004 au nom des organismes provinciaux de langue française en éducation. Il contient une analyse des éléments qui causent des difficultés pour l'éducation en langue française. Il renferme aussi des mesures à prendre pour rectifier les problèmes de financement de l'éducation en langue française. Quoique les problématiques et les circonstances relevées s'appliquent tout aussi bien aux administrations scolaires de langue française qu'aux conseils scolaires de district de langue française, le calcul des investissements supplémentaires ne tient compte que des conseils scolaires de district de langue française.

Le rapport présente également des éléments du système d'éducation en langue française jugés inquiétants mais qui échappent pour le moment à une estimation des investissements supplémentaires qui permettraient de rectifier la situation. Ainsi donc, le GTSEF désire les signaler au Ministère aux fins de la réflexion qui accompagnera la poursuite de la mise en œuvre du Rapport Rozanski.

Origine du rapport

Le rapport du Groupe d'étude sur l'égalité en matière d'éducation, 2002 (le Rapport Rozanski), *Investir dans l'éducation publique : Favoriser l'amélioration continue de l'apprentissage et du rendement des élèves*, remis au Ministre de l'Éducation le 10 décembre 2002, contient la recommandation 14 qui est spécifique à l'éducation en langue française :

« Le ministère de l'Éducation devrait passer en revue le mémoire qu'ont présenté au Groupe d'étude les 12 conseils scolaires de langue française, en collaboration avec l'Association des conseillères et des conseillers des écoles publiques de l'Ontario (ACEPO) et l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques (AFOCSC), puis modifier la formule de financement afin que toutes les subventions tiennent compte des coûts supplémentaires que les conseils scolaires de langue française doivent assumer pour la prestation des programmes et services d'éducation. »

Dans le Discours du Trône de novembre 2003, le gouvernement annonçait ainsi son intention de donner suite à la recommandation 14 :

« Votre gouvernement reconnaît l'urgente nécessité d'adopter une stratégie en matière d'éducation en français, et il va immédiatement constituer un groupe de travail chargé de veiller à ce que tous les enfants de l'Ontario reçoivent une excellente éducation. »

En février 2004, un groupe de travail s'est réuni pour donner suite à cette intention du gouvernement.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

Suite au Discours du Trône de novembre 2003, le Ministre de l'Éducation a demandé au Sous-ministre adjoint, Division de l'éducation en langue française et de l'administration de l'éducation, de former le Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français (GTSEF) pour l'aviser sur les mesures à prendre et ce, dans le plus bref délai possible. Les partenaires de langue française en éducation sont représentés au sein du GTSEF : Association des conseillères et des conseillers des écoles publiques de l'Ontario (ACEPO), Association des directions et des directions adjointes des écoles franco-ontariennes (ADFO), Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO), Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques (AFOCSC), Association des gestionnaires en éducation franco-ontarienne (AGEFO), Conseil ontarien des directions d'éducation en langue française (CODELF), Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) et Parents partenaires en éducation (PPE). La liste des membres et leur mandat figure à l'annexe B. Dès sa première réunion, les membres se sont saisis du mandat que leur a confié le gouvernement : établir un consensus entre les principaux partenaires de langue française sur les moyens proposés pour la mise en œuvre de la recommandation 14 du Rapport Rozanski qui concerne les besoins des conseils scolaires de langue française. Afin de lui permettre d'agir dans le prochain cycle financier en éducation, le Ministre de l'Éducation a demandé au groupe de travail de l'aviser dans un délai maximal de huit semaines.

Les membres du groupe ont fondé leurs réflexions sur trois postulats :

- Pour que l'éducation dispensée à la minorité francophone soit de même qualité que celle offerte à la majorité anglophone, les écoles de langue française doivent avoir accès à du financement supplémentaire pour assurer la mise en œuvre du curriculum, qui est rigoureux, et l'atteinte des normes élevées de l'Ontario.
- Le gouvernement mettra à exécution son plan de mise en œuvre des recommandations formulées dans le Rapport Rozanski, dont l'une concerne les besoins des conseils scolaires de langue française.
- Il faut présumer que lorsque le gouvernement révisera les formules de financement, ces dernières ne représenteront pas moins de financement pour les CSDLF. Une inquiétude a été toutefois exprimée à l'égard de l'enveloppe d'aide à l'apprentissage, *Subvention pour programmes d'aide à l'apprentissage* (SPAA). Un changement aux éléments de cette subvention pourrait avoir des répercussions négatives pour les conseils de langue française.

Le Groupe de travail sur une stratégie d'éducation en français (GTSEF) s'entend pour dire que le gouvernement de l'Ontario devrait revoir le financement de facteurs liés aux circonstances particulières à l'éducation en langue française et qu'il est urgent de corriger les éléments problématiques. Il faut trouver des mesures stables et prévisibles qui répondront aux attentes exprimées

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

par la communauté francophone, à savoir :

- assurer l'accès à une école de langue française de qualité équivalente à celle à laquelle a accès la majorité de langue officielle comme en convient l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*;
- financer chaque conseil scolaire de langue française pour qu'il puisse offrir des programmes, des services et des installations qui sont équivalents aux programmes, aux services ainsi qu'aux installations des écoles des systèmes d'éducation publique de la majorité;
- faciliter la maîtrise des compétences inhérentes aux attentes du curriculum de l'Ontario et qui sont garanties à la fois de la réussite scolaire de chaque élève ainsi que de l'obtention du diplôme d'études secondaires de l'Ontario;
- favoriser l'émergence de jeunes francophones conscients et fiers de leur identité, qui ont développé les compétences nécessaires à la poursuite de leur idéal de vie, qui sont disposés à apprendre tout au long de leur vie et qui sont activement impliqués dans la communauté francophone et ontarienne aux plans social, politique, environnemental, spirituel, culturel et économique;
- promouvoir, valoriser et étendre l'usage du français dans toutes les sphères d'activités de l'école et de sa communauté;
- freiner l'assimilation des élèves, assurer le recrutement et la rétention des élèves par le développement d'alliances avec les parents et de partenariats avec les organismes des communautés francophones et francophiles;
- accroître les capacités de l'école de langue française et des conseils scolaires à contribuer au développement linguistique et culturel de la communauté francophone;
- favoriser la réussite scolaire en améliorant les conditions d'enseignement et d'apprentissage pour favoriser la réussite scolaire;
- favoriser le recrutement et la rétention du personnel dans les conseils scolaires et dans les écoles de langue française.

Les 32 autres recommandations du Rapport Rozanski sont d'une importance cruciale pour tous les conseils scolaires de langue française. Comme le rapport le soutient, il y a une corrélation entre le succès de mesures découlant de la recommandation 14 du Rapport Rozanski et le succès des mesures découlant des 32 autres recommandations.

En décembre 2003, les représentants des associations des conseils scolaires et des cadres supérieurs des conseils au Comité de liaison du Groupe d'étude Rozanski ont communiqué dans un document à l'intention du Sous-ministre adjoint (SMA), Division de l'éducation en langue française et de l'administration de l'éducation (DELFAE), leurs recommandations pour le financement

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

de l'éducation en Ontario. En janvier 2004, le mémoire *La perspective francophone du financement de l'éducation en Ontario* a été remis au Ministère par l'Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques (AFOCSC) et l'Association des conseillères et des conseillers des écoles publiques de l'Ontario (ACEPO). Ce mémoire de l'ACEPO et de l'AFOCSC, les mémoires et les présentations de tous les groupes de francophones au groupe d'étude (Rozanski) et les communications écrites à l'intention du GTSEF ont servi de point de départ aux délibérations du groupe (voir l'annexe C).

Éléments étudiés

Le GTSEF reconnaît que la prestation des programmes et des services de tous les conseils scolaires dépend dans une large mesure des ressources mises à leur disposition. Les conseils scolaires de langue française doivent composer avec un contexte largement différent de celui des conseils scolaires de langue anglaise comme l'explique le Rapport Rozanski, p. 37 :

« Premièrement, les conseils de langue française ne peuvent pas bénéficier des mêmes économies d'échelle que les conseils de langue anglaise, car leurs installations, leur capacité d'accueil et leur effectif sont plus petits. Deuxièmement, les conseils de langue française couvrent de vastes territoires. La distance entre les écoles et les bureaux des conseils rend difficile le partage des ressources et exige de plus longs déplacements, ce qui fait augmenter les coûts. Troisièmement, il est très difficile, voire impossible, pour les localités servies par les conseils de langue française d'obtenir des ressources matérielles, du personnel spécialisé et des services communautaires en français. Ce manque de ressources et de soutien se traduit par des coûts supplémentaires pour les conseils de langue française qui essaient d'offrir des programmes et services comparables à ceux offerts par les conseils coïncidents de langue anglaise. Il leur est également difficile d'offrir à leurs élèves un cadre d'apprentissage de langue française et les valeurs culturelles de la communauté francophone. »

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

Inspiré par la reconnaissance du gouvernement en ce qui concerne « l'urgente nécessité d'adopter une stratégie en matière d'éducation en langue française » (Discours du Trône, novembre 2003), et en vertu du mandat qu'on lui a donné, le GTSEF s'est attardé sur les besoins de l'éducation en langue française qui s'ajoutent aux besoins de l'éducation aux paliers élémentaire et secondaire pour l'ensemble de la province. Le GTSEF veut insister sur l'importance d'agir sur toutes les recommandations du Rapport Rozanski à défaut de quoi l'effet des mesures correctives pour l'éducation en langue française sera compromis. Le GTSEF a cerné les éléments pour lesquels des problématiques ont été identifiées en rapport avec les programmes et les services. Les conseils scolaires de langue française ont donc immédiatement besoin d'un investissement supplémentaire pour réduire l'écart entre la qualité de l'éducation en langue française et celle de l'éducation en langue anglaise dans la province. Ces éléments sont :

- La maternelle et le jardin d'enfants
- Le mandat de l'école de langue française : leadership au niveau du conseil scolaire
- L'actualisation linguistique en français
 - A. L'actualisation linguistique en français : soutien intensif et soutien partiel
 - B. L'actualisation linguistique en français : formation du personnel
 - C. L'actualisation linguistique en français : matériel de classe et d'appui à l'apprentissage au foyer
 - D. L'actualisation linguistique en français : liaison avec les parents
- L'animation culturelle
 - A. L'animation culturelle : animatrice ou animateur culturel
 - B. L'animation culturelle : activités culturelles

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

- La prestation des programmes en français
- L'enfance en difficulté
- L'administration et la gestion des conseils scolaires de langue française
- Les petites écoles élémentaires et secondaires : composante administrative

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

LES PROBLÉMATIQUES

□ LA MATERNELLE ET LE JARDIN D'ENFANTS

La problématique

Les programmes de maternelle et de jardin d'enfants des CSDLF sont offerts par les conseils scolaires de langue française à plein temps alors que le financement actuel ne couvre que le mi-temps.

Les circonstances particulières aux conseils scolaires de district de langue française

La communauté de langue française de l'Ontario est témoin de la croissance de l'anglicisation de ses enfants. Selon l'analyse qu'en a fait le Commissariat aux langues officielles (Canada), les enfants les plus touchés par l'anglicisation sont ceux de familles dont les parents privilégient l'usage de l'anglais souvent par nécessité du fait que l'un des deux parents est anglophone. On estime que dans plus de 50 pour 100 des foyers où vivent des enfants qui ont droit à une éducation de langue française, il y a un parent qui ne parle pas le français (A. Martel, 2001). Et selon Statistique Canada (2002), environ 46 pour 100 des mariages mixtes du genre francophone et anglophone n'arrivent pas à transmettre la langue française à leurs enfants. De plus, les enfants francophones qui apprennent le français à la maison, comme c'est le cas des enfants ayant deux parents francophones, sont très tôt exposés aux facteurs d'assimilation provenant de l'extérieur du foyer, avant même de commencer leur scolarisation.

L'étude sur la petite enfance *Inverser la véritable fuite des cerveaux* (1999), menée par le Dr J. Fraser Mustard et l'honorable Margaret Norrie McCain, a démontré avec éloquence l'importance des premières années dans la vie d'un enfant : « Plus on voit tôt à l'épanouissement et à l'éducation du jeune enfant, meilleurs sont les résultats. » La communauté de langue française sait qu'il est doublement important de rejoindre le jeune francophone tôt dans sa vie pour l'introduire à sa langue et à sa culture, l'initier à la communication orale, à la lecture et à l'écriture en français et aux autres éléments du programme-cadre de jardin d'enfants : mathématiques, sciences et technologie, arts et développement personnel et social. L'étude *Gilbert et Ayari* (2000) nous le confirme : « French-language early childhood education in a minority environment has become a pre-requisite for linguistic continuity. » Un programme de maternelle (4 ans) et de jardin d'enfants (5 ans) à mi-temps ne suffit pas. Le temps plein est requis pour amener l'enfant à récupérer sa langue maternelle et pour le préparer à entreprendre le curriculum de l'Ontario en 1^{re} année et assurer la réussite scolaire.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

Présentement les douze CSDLF offrent tous la maternelle et le jardin à plein temps. Ils réussissent à financer ce que le Ministère ne finance pas pour ces programmes en utilisant les fonds des autres enveloppes, occasionnant ainsi une réduction des services dans d'autres domaines. Un tel mode de financement est une mesure temporaire qui ne peut plus être tolérée.

Le calcul de l'investissement supplémentaire requis

Les tableaux 1, 2 et 3 ci-dessous illustrent les coûts directs, les revenus et le manque à gagner respectivement, liés à la prestation des programmes de maternelle et jardin d'enfants à plein temps.

| Programmes de maternelle et de jardin à plein temps | | | | | | | | | | | | | TABLEAU 1 | |
|---|----------------|------------------|----------------------------|-----------|----------------------------|------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------|------------------|-----------|------------------|-------------------|--|
| Coûts directs | | | | | | | | | | | | | | |
| | Nord-Est 56 | Grand Nord 57 | Centre-Sud- Ouest 58 | Est 59 | Grandes Rivières 60A | Franco- Nord 60B | Nouvel- Ontario 61 | Aurores boréales 62 | Sud-Ouest 63 | Centre-Sud 64 | Est 65 | Centre-Est 66 | Total | |
| Coût, personnel enseignant | | | | | | | | | | | | | | |
| Rémunération moyenne | 70,887 | 64,794 | 63,806 | 66,475 | 69,754 | 64,274 | 66,786 | 56,156 | 70,371 | 66,605 | 70,537 | 64,565 | 66,944 | |
| Ens. affectés à petite enfance | 8,85 | 22,13 | 49,25 | 74,00 | 74,00 | 36,24 | 66,00 | 7,15 | 82,50 | 96,00 | 97,00 | 121,50 | 734,62 | |
| Coût rémunération, enseignant(e) | 627,584 | 1,433,900 | 3,142,466 | 4,919,165 | 5,161,764 | 2,329,359 | 4,407,862 | 401,515 | 5,805,582 | 6,394,055 | 6,842,088 | 7,844,687 | 49,178,987 | |
| Suppléance | | | | | | | | | | | | | | |
| Coût moyen par enseignant(e) | 1,322 | 2,400 | 1,894 | 2,690 | 2,880 | 3,877 | 2,442 | 1,513 | 1,171 | 2,814 | 3,020 | 2,997 | | |
| Coût de suppléance | 11,704 | 53,112 | 93,280 | 199,029 | 213,120 | 140,507 | 161,172 | 10,818 | 96,608 | 270,144 | 292,940 | 364,136 | 1,906,568 | |
| Surveillance du midi | | | | | | | | | | | | | | |
| Coût projeté | 2,000 | 20,000 | | | 197,305 | 0 | 174,593 | 2,280 | | | | 586,264 | 982,442 | |
| Aides enseignants(es) | | | | | | | | | | | | | | |
| Dotation | 0,00 | 2,00 | 7,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4,00 | 9,50 | 1,00 | 3,70 | | |
| Rémunération moyenne | 0 | 31,400 | 34,486 | 0 | | 35,672 | 0 | 0 | 27,783 | 33,052 | 32,370 | 31,711 | 226,474 | |
| Coût rémunération, aides-ens. | 0 | 62,800 | 241,402 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 111,132 | 313,994 | 32,370 | 117,331 | 879,029 | |
| Coût directs totaux | 641,288 | 1,569,812 | 3,477,148 | 5,118,194 | 5,572,189 | 2,469,866 | 4,743,627 | 414,612 | 6,013,322 | 6,978,193 | 7,167,398 | 8,912,417 | 53,078,067 | |

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

Le Ministère a déjà reconnu la position particulière des CSDLF lorsqu'il a ajouté 10 millions de dollars à la subvention pour le français langue première (FLP). Les conseils scolaires ont appliqué ce supplément au financement de la maternelle et du jardin d'enfants à plein temps.

Les CSDLF reçoivent ainsi environ 27,9 millions de dollars incluant la somme de 10 millions de dollars provenant de la subvention pour le français langue première. Or, il leur faut un supplément de 25,2 millions de dollars comme le décrit le tableau 3 ci-dessus : les coûts directs se chiffrent à 53,1 millions de dollars et les revenus sont de l'ordre de 27,9 millions de dollars. De plus, il manque des espaces pour ces programmes et les conseils scolaires ont besoin d'un investissement de 2,2 millions de dollars en immobilisation.

L'investissement requis est de l'ordre de 27,4 millions de dollars.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

□ MANDAT DE L'ÉCOLE DE LANGUE FRANÇAISE : LEADERSHIP AU NIVEAU DU CONSEIL SCOLAIRE

La problématique

Les défis de créer des conditions d'enseignement et d'apprentissage qui permettent de développer la langue et la culture françaises pour assurer la réussite scolaire dépassent les moyens prévus dans le financement actuel de l'éducation en langue française.

Les circonstances particulières aux conseils scolaires de district de langue française

Le mandat de l'école de langue française a été circonscrit ces dernières années dans la foulée de la réforme des études secondaires et du curriculum de l'Ontario conformément à la *Loi sur l'éducation*, L.R.O., 1990, section 264, alinéa (1)f). On retrouve cet encadrement dans diverses publications du Ministère parues depuis 1997, notamment :

- ▶ Les programmes-cadres de la maternelle à la 12^e année (30 documents de politique)
- ▶ *Les écoles secondaires de l'Ontario de la 9^e à la 12^e année. Préparation au diplôme d'études secondaires de l'Ontario, 1999*
- ▶ *Des choix qui mènent à l'action – Politique régissant le programme d'orientation et de formation au cheminement de carrière dans les écoles élémentaires et secondaires de l'Ontario, 1999*
- ▶ *Le curriculum de l'Ontario de la 9^e à la 12^e année. Planification des programmes et évaluation, 2000*
- ▶ *Aménagement linguistique en français – Guide d'élaboration d'une politique d'aménagement linguistique. Paliers élémentaire et secondaire, 1994*

Les CSDLF et leurs prédécesseurs (CCLF et SLF) ont toujours compris la nécessité d'établir des conditions d'enseignement et d'apprentissage propices à la réussite scolaire des jeunes en milieu minoritaire.

Le GTSEF a identifié ici les mesures reliées au mandat de l'école de langue française qui ont besoin d'un investissement supplémentaire. Ces mesures sont regroupées sous les rubriques suivantes : actualisation linguistique en français et animation culturelle. Les raisons particulières de chaque composante figurant sous ces rubriques sont fournies ci-dessous.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

Comme le Gouvernement a reconnu avec raison l'importance d'un investissement supplémentaire pour affecter une personne au leadership du Programme axé sur la réussite des élèves (initiative antérieurement connue sous le nom de *Élèves à risque* et renommée par le Ministre le 24 février 2004), un investissement supplémentaire unique à l'éducation en langue française est requis pour affecter une personne au niveau du conseil scolaire.

Le GTSEF suggère que les conseils scolaires puissent mettre en place un poste de leader soit une personne experte en éducation en langue française en milieu minoritaire (coordonnateur ou coordonnatrice, conseiller ou conseillère pédagogique), possédant les qualités requises pour s'occuper de la mise en œuvre et de l'appui aux programmes d'actualisation linguistique et à l'encadrement linguistique et culturel tel que décrit dans les programmes-cadres et autres documents de politique du Ministère.

Le calcul de l'investissement supplémentaire requis

Tel qu'illustré au tableau 4 ci-dessous, chaque CSDLF est exposé au même coût à ce chapitre : un salaire de 83 378 \$ et les dépenses de bureau de 15 000 \$.

L'investissement supplémentaire requis est de l'ordre de 1,2 million de dollars.

| Mandat de l'école de langue française - Leadership au niveau du conseil scolaire | | | | | | | | | | | | | TABLEAU 4 | |
|---|---------------|---------------|------------------|---------------|------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|--|
| | Nord-Est | Grand Nord | Centre-Sud-Ouest | Est | Grandes Rivières | Franco-Nord | Nouvel-Ontario | Aurores boréales | Sud-Ouest | Centre-Sud | Est | Centre-Est | Total | |
| | 56 | 57 | 58 | 59 | 60A | 60B | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | | |
| Salaires et avantages sociaux * | 83,378 | 83,378 | 83,378 | 83,378 | 83,378 | 83,378 | 83,378 | 83,378 | 83,378 | 83,378 | 83,378 | 83,378 | 1,000,536 | |
| Dépenses de bureau * | 15,000 | 15,000 | 15,000 | 15,000 | 15,000 | 15,000 | 15,000 | 15,000 | 15,000 | 15,000 | 15,000 | 15,000 | 180,000 | |
| Total | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 1,180,536 | |
| * Basé sur personne (conseillère ou conseiller pédagogique) par conseil, et allocation pour dépenses de bureau. | | | | | | | | | | | | | | |

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

❑ L'ACTUALISATION LINGUISTIQUE EN FRANÇAIS

Cette problématique a quatre composantes: A. soutien intensif et soutien partiel, B. formation du personnel, C. matériel de classe et d'appui à l'apprentissage au foyer et D. liaison avec les parents. Les circonstances de chaque composante sont décrites ci-dessous comme le sont les investissements supplémentaires requis.

A. L'actualisation linguistique en français : soutien intensif et soutien partiel

Les circonstances particulières aux conseils scolaires de district de langue française

Le programme-cadre d'actualisation linguistique en français et de perfectionnement du français au palier élémentaire, paru en 2002, décrit de façon éloquente ce que représente le défi d'enseigner la langue française en milieu linguistique minoritaire :

« L'école franco-ontarienne est tenue d'offrir des programmes qui répondent aux besoins de l'ensemble de sa clientèle, qui englobe les élèves ayant droit à une éducation en langue française aux termes de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et de la Loi sur l'éducation de l'Ontario ainsi que ceux et celles qui sont agréés par le comité d'admission en vertu de la Loi sur l'éducation. Afin de pourvoir aux besoins particuliers des élèves qui ne peuvent suivre immédiatement le programme d'études ordinaire pour des raisons linguistiques, culturelles ou d'ordre scolaire [...] »

De fait, l'anglicisation des jeunes francophones décrite plus haut demande une vigilance tout au long des études élémentaires et secondaires. La récupération et la consolidation de la langue maternelle chez le jeune francophone peut prendre plusieurs années.

Quoique les écoles de langue française s'emploient à offrir un soutien à l'apprentissage du français depuis bien des années, la parution officielle des programmes-cadres d'actualisation linguistique et de perfectionnement du français, en 1999 pour le palier secondaire et en 2002 pour le palier élémentaire, a engendré des activités de mise en œuvre importantes et nécessaires, notamment la formation du personnel, la rédaction des programmes scolaires, l'élaboration de ressources pédagogiques propres au contexte franco-ontarien et l'élaboration d'outils d'évaluation diagnostique. Les CSDLF n'ont pas la capacité de soutenir la prestation des programmes ALF à l'élémentaire et au secondaire faute d'appui pédagogique en ce qui a trait à la formation en cours d'emploi et aux ressources d'apprentissage adaptées aux élèves qui devraient bénéficier des programmes d'ALF. C'est un besoin unique à l'éducation en langue française.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

Le tableau 5 ci-dessous illustre le pourcentage d'élèves de 3^e et 6^e année des CSDLF qui ne parlent pas français à la maison. Le tableau démontre la variation de l'incidence du phénomène selon les conseils scolaires. Les CSDLF établis dans les régions qui ont une plus forte concentration de francophones ont une plus faible incidence d'élèves qui ne parlent pas le français à la maison alors que ceux établis dans les régions qui ont une concentration de francophones plus faible ont une incidence plus élevée d'élèves qui ne parlent pas le français à la maison (données de l'OQRE 2002-2003).

| L'actualisation linguistique en français (ALF) - Soutien intensif et partiel | | | | | | | | | | TABLEAU 5 | | |
|--|----------|------------|------------------|-----|------------------|-------------|----------------|------------------|-----------|------------|-----|------------|
| Pourcentage (%) des élèves parlant autre chose que le français à la maison | | | | | | | | | | | | |
| OQRE, 2002-2003 | | | | | | | | | | | | |
| | Nord-Est | Grand Nord | Centre-Sud-Ouest | Est | Grandes Rivières | Franco-Nord | Nouvel-Ontario | Aurores boréales | Sud-Ouest | Centre-Sud | Est | Centre-Est |
| | 56 | 57 | 58 | 59 | 60A | 60B | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 |
| Pourcentage (%) des élèves 3e année ne parlant pas français à la maison | 20% | 20% | 41% | 33% | 27% | 29% | 31% | 37% | 62% | 41% | 20% | 30% |
| Pourcentage (%) des élèves 6e année ne parlant pas français à la maison | 20% | 35% | 49% | 29% | 30% | 38% | 39% | 46% | 70% | 49% | 19% | 26% |
| Moyenne des 2 groupes | 20% | 28% | 45% | 31% | 29% | 34% | 35% | 42% | 66% | 45% | 20% | 28% |

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

Le calcul de l'investissement supplémentaire requis

Le tableau 7 ci-dessous illustre la méthode pour en arriver au montant de l'investissement supplémentaire requis : le nombre d'enseignantes et d'enseignants requis pour les programmes d'actualisation linguistique en français en utilisant la moyenne salariale de 60 568 \$, soit une enveloppe salariale ordinaire. Le rapport maître/élève est calculé selon l'expérience des CSDLF pour corriger la situation actuelle. En prenant l'estimé du total de l'effectif en besoin de soutien ALF et en appliquant un rapport 1 : 50 maître/élève, un rapport normal dans les circonstances, on arrive au montant calculé. Le même genre d'algorithme s'applique aux autres tranches de la population des écoles de langue française, sauf que le GTSEF a progressivement diminué le rapport maître/élève. On remarquera que les pressions diminuent progressivement de la maternelle à la 12^e année.

L'investissement supplémentaire requis est de l'ordre de 23,7 millions de dollars.

| L'actualisation linguistique en français (ALF) - Soutien intensif et partiel | | | | | | | TABLEAU 7 | | | |
|--|-------------------|----------------|-------------|-------------------|-----------------|-------------|--------------------|-----------------|-------------|-------------------|
| Conseil scolaire de district | Élèves ALF M-3 | Ens. @ 50:1 | \$ @ 60 568 | Élèves ALF 4-8 | Ens. @ 100:1 | \$ @ 60 568 | Élèves ALF 9-12 | Ens. @ 200:1 | \$ @ 60 568 | Total, conseil |
| 56 du Nord-Est de l'Ontario | 73 | 1.45 | 87,945 | 77 | 0.77 | 46,880 | 66 | 0.33 | 20,033 | 154,857 |
| 57 du Grand Nord de l'Ontario | 236 | 4.72 | 285,590 | 238 | 2.38 | 144,321 | 230 | 1.15 | 69,637 | 499,549 |
| 58 du Centre-Sud-Ouest | 1,199 | 23.99 | 1,452,723 | 1,022 | 10.22 | 619,247 | 545 | 2.73 | 165,135 | 2,237,106 |
| 59 des écoles publiques de l'Est | 1,087 | 21.74 | 1,316,579 | 1,105 | 11.05 | 669,179 | 921 | 4.61 | 279,003 | 2,264,761 |
| 60A catholique des Grandes Rivières | 851 | 17.01 | 1,030,346 | 909 | 9.09 | 550,478 | 709 | 3.55 | 214,762 | 1,795,587 |
| 60B catholique Franco-Nord | 397 | 7.95 | 481,467 | 431 | 4.31 | 260,915 | 389 | 1.95 | 117,816 | 860,198 |
| 61 catholique du Nouvel-Ontario | 918 | 18.36 | 1,111,877 | 1,046 | 10.46 | 633,526 | 753 | 3.76 | 227,993 | 1,973,396 |
| 62 catholique des Aurores boréales | 123 | 2.45 | 148,561 | 121 | 1.21 | 73,263 | 24 | 0.12 | 7,155 | 228,979 |
| 63 catholique du Sud-Ouest | 2,083 | 41.65 | 2,522,815 | 1,678 | 16.78 | 1,016,361 | 912 | 4.56 | 276,087 | 3,815,263 |
| 64 catholique du Centre-Sud | 2,352 | 47.04 | 2,849,300 | 2,184 | 21.84 | 1,322,987 | 810 | 4.05 | 245,409 | 4,417,697 |
| 65 catholique de l'est ontarien | 849 | 16.98 | 1,028,202 | 986 | 9.86 | 597,443 | 723 | 3.61 | 218,802 | 1,844,447 |
| 66 catholique du Centre-Est de l'Ontario | 1,815 | 36.30 | 2,198,570 | 1,770 | 17.70 | 1,071,981 | 997 | 4.98 | 301,786 | 3,572,337 |
| | 11,982 | 239.63 | 14,513,976 | 11,568 | 115.68 | 7,006,582 | 7,078 | 35.39 | 2,143,618 | 23,664,177 |

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

B. L'actualisation linguistique en français : formation du personnel

Les circonstances particulières aux conseils scolaires de district de langue française

Étant donné le grand nombre d'élèves des écoles de langue française qui ont besoin d'un soutien partiel ou intensif dans l'apprentissage et la consolidation de la langue, les CSDLF doivent davantage concentrer des investissements dans la formation du personnel.

Les CSDLF doivent prévoir des programmes de formation en cours d'emploi dans une variété de domaines, notamment :

- ✓ l'enseignement du programme d'actualisation linguistique en français;
- ✓ le dépistage et le pistage des élèves;
- ✓ l'animation culturelle;
- ✓ la pédagogie en milieu minoritaire de langue française;
- ✓ l'utilisation de ressources pédagogiques ciblées pour l'actualisation linguistique;
- ✓ l'enseignement médiatisé.

Enseigner aux enfants d'une communauté minoritaire de langue officielle au Canada n'est pas comme enseigner à une communauté majoritaire de langue officielle. Tous les chapitres qui précèdent et qui suivent démontrent la différence d'enseigner et d'apprendre dans une école de langue française par rapport à enseigner et apprendre dans une école de langue anglaise.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

Le calcul de l'investissement supplémentaire requis

Le tableau 8 ci-dessous illustre l'investissement supplémentaire requis : une journée de formation pour chaque titulaire de classe de chaque école de langue française.

L'investissement supplémentaire requis est de l'ordre de 0,8 million de dollars.

| L'actualisation linguistique en français (ALF) - Formation du personnel | | | | | | | | | | | | | TABLEAU 8 | |
|---|----------|------------|------------------|--------|------------------|-------------|----------------|------------------|-----------|------------|--------|------------|----------------|--|
| | Nord-Est | Grand Nord | Centre-Sud-Ouest | Est | Grandes Rivières | Franco-Nord | Nouvel-Ontario | Aurores boréales | Sud-Ouest | Centre-Sud | Est | Centre-Est | Total | |
| | 56 | 57 | 58 | 59 | 60A | 60B | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | | |
| Titulaires, élémentaire | 55.50 | 94.50 | 256.10 | 345.50 | 395.60 | 146.70 | 314.10 | 43.40 | 285.60 | 493.00 | 402.20 | 606.20 | 3,382.90 | |
| Titulaires, secondaire | 0.00 | 83.00 | 92.00 | 189.25 | 191.30 | 74.10 | 151.80 | 7.00 | 104.00 | 140.50 | 197.90 | 211.70 | 1,442.55 | |
| Titulaires, total | 55.50 | 177.50 | 348.10 | 534.75 | 586.90 | 220.80 | 465.90 | 50.40 | 389.60 | 633.50 | 600.10 | 817.90 | 4,825.45 | |
| Montant par enseignant(e) | 160 | 160 | 160 | 160 | 160 | 160 | 160 | 160 | 160 | 160 | 160 | 160 | 160 | |
| Total | 8,880 | 28,400 | 55,696 | 85,560 | 93,904 | 35,328 | 74,544 | 8,064 | 62,336 | 101,360 | 96,016 | 130,864 | 772,072 | |
| Basé sur une journée de suppléance par titulaire de classe. | | | | | | | | | | | | | | |

C. L'actualisation linguistique en français : matériel de classe et d'appui à l'apprentissage au foyer

Les circonstances particulières aux conseils scolaires de district de langue française

Le matériel de classe ordinaire ne convient pas quand il s'agit de l'enseignement pour la récupération de la langue maternelle en situation minoritaire. Les CSDLF doivent donc créer de toutes pièces les ressources pour le programme d'ALF, quoique certaines ressources pour l'enseignement du français langue seconde soient adaptées pour refléter l'aspect culturel du milieu minoritaire.

Pour l'appui à l'apprentissage au foyer, le genre de matériel imprimé et audiovisuel en français qui convient pour un enfant en

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

train de récupérer sa langue maternelle ou de consolider ses compétences linguistiques n'est pas accessible aux élèves à l'extérieur de l'école. Dans la plupart des collectivités, les bibliothèques municipales, les vidéothèques et les librairies ne sont pas en mesure de répondre à ce besoin. Des CSDLF tentent actuellement des expériences pour appuyer les activités d'apprentissage au foyer et ces expériences portent fruit. C'est le genre de projet qui demande tout de même un investissement financier important pour une école.

Le calcul de l'investissement supplémentaire requis

Le tableau 9 ci-dessous illustre la méthode pour en arriver au montant de l'investissement supplémentaire requis : un montant forfaitaire de 79 \$ pour chaque élève inscrit dans un programme d'actualisation linguistique en français.

L'investissement supplémentaire requis est de l'ordre de 2,4 millions de dollars.

| L'actualisation linguistique en français (ALF) - Matériel de classe et d'appui à l'apprentissage au foyer | | | | | | | | | | | | | TABLEAU 9 | |
|---|----------|------------|----------------------|---------|---------------------|-----------------|--------------------|---------------------|-----------|------------|---------|------------|------------------|--|
| | Nord-Est | Grand Nord | Centre-Sud- Ouest | Est | Grandes Rivières | Franco- Nord | Nouvel- Ontario | Aurores boréales | Sud-Ouest | Centre-Sud | Est | Centre-Est | Total | |
| | 56 | 57 | 58 | 59 | 60A | 60B | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | | |
| # élèves ALF * | 216 | 704 | 2,767 | 3,113 | 2,469 | 1,217 | 2,717 | 267 | 4,672 | 5,347 | 2,568 | 4,581 | 30,628 | |
| Montant par élève | 79 | 79 | 79 | 79 | 79 | 79 | 79 | 79 | 79 | 79 | 79 | 79 | 79 | |
| Total | 17,076 | 55,615 | 218,588 | 245,926 | 195,019 | 96,165 | 214,619 | 21,111 | 369,115 | 422,398 | 202,068 | 361,927 | 2,419,617 | |
| Basé sur 79 \$ / par élève | | | | | | | | | | | | | | |
| * Note: Voir le Tableau 6 démontrant le total estimé des effectifs en ALF par conseil scolaire de langue française. | | | | | | | | | | | | | | |

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

D. L'actualisation linguistique en français : liaison avec les parents

Les circonstances particulières aux conseils scolaires de district de langue française

Le foyer de l'élève doit jouer un rôle d'appui. Or, comme on l'a déjà souligné, presque la moitié des foyers des élèves francophones ont un parent anglophone. Il faut aider les parents à soutenir leurs enfants. Le moyen privilégié est d'offrir des sessions d'information et de formation aux parents anglophones comme aux parents francophones pour les aider à comprendre l'importance d'aménager la vie familiale de sorte à servir d'appui à l'apprentissage et à la valorisation de la culture de langue française. Il faut les encourager à persévérer dans leurs efforts et à estimer à sa juste valeur l'éducation en français que reçoit leur enfant à l'école de langue française.

Les écoles de langue française ont besoin d'établir des programmes pour aider ces parents à fournir leur soutien à l'enfant au foyer.

Le calcul de l'investissement supplémentaire requis

Le tableau 10 ci-dessous illustre la méthode pour en arriver au montant de l'investissement supplémentaire requis : un montant annuel de 750 \$ par école.

L'investissement supplémentaire requis est de l'ordre de 0,3 million de dollars.

| L'actualisation linguistique en français (ALF) - Liaison avec les parents | | | | | | | | | | | | | TABLEAU 10 | |
|---|----------|------------|----------------------|--------|---------------------|-----------------|--------------------|---------------------|-----------|------------|--------|------------|----------------|--|
| | Nord-Est | Grand Nord | Centre-Sud- Ouest | Est | Grandes Rivières | Franco- Nord | Nouvel- Ontario | Aurores boréales | Sud-Ouest | Centre-Sud | Est | Centre-Est | Total | |
| | 56 | 57 | 58 | 59 | 60A | 60B | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | | |
| Nombre d'écoles | 12 | 19 | 36 | 35 | 40 | 17 | 40 | 8 | 31 | 46 | 46 | 52 | 382 | |
| Montant par école | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 | 750 | |
| Total | 9,000 | 14,250 | 27,000 | 26,250 | 30,000 | 12,750 | 30,000 | 6,000 | 23,250 | 34,500 | 34,500 | 39,000 | 286,500 | |

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

□ L'ANIMATION CULTURELLE

Les circonstances particulières aux conseils scolaires de district de langue française

L'animation culturelle est une stratégie propre à l'éducation en langue française. Voici comment elle est décrite dans le document de politique intitulé *Les écoles secondaires de l'Ontario, de la 9^e à la 12^e année – Préparation au diplôme d'études secondaires de l'Ontario, 1999* (ESO), p. 85 :

« [...] l'animation culturelle vise à favoriser la réussite scolaire et le cheminement culturel de l'élève en situant l'apprentissage dans un contexte significatif où la culture et la langue françaises deviennent pertinentes aux yeux de l'élève. L'intégration de l'animation culturelle aux diverses disciplines est axée sur le développement des trois grandes compétences essentielles à la réussite et à l'épanouissement des élèves qui fréquentent les écoles secondaires franco-ontariennes, à savoir :

- la compétence de communication, c'est-à-dire l'ensemble des habiletés et des connaissances linguistiques permettant à une personne de s'exprimer en français dans divers contextes et de comprendre la réalité;
- la compétence d'apprentissage, c'est-à-dire la capacité d'analyser et de traiter l'information qui donne accès aux connaissances véhiculées par la langue. Cette compétence fait du français un outil d'apprentissage;
- la compétence d'affirmation culturelle, c'est-à-dire cette compétence relevant du domaine affectif qui donne à une personne la confiance en soi et la motivation suffisantes pour s'exprimer en français dans divers contextes et s'identifier à la culture d'expression française.

Le développement de ces trois grandes compétences sous-tend la formulation d'une attente générique en animation culturelle.

L'élève utilise la langue française et l'ensemble des référents culturels connexes pour exprimer sa compréhension de la matière étudiée, synthétiser l'information qui lui est communiquée et s'en servir dans divers contextes. »

L'animation culturelle est une stratégie essentielle pour réaliser le mandat de l'école à l'appui de la réussite scolaire. D'ailleurs, la *Loi sur l'éducation*, L.R.O., 1990, section 264, alinéa (1)f), engage et enjoint le personnel enseignant des écoles de langue française à n'utiliser que le français pour assurer le bon fonctionnement de l'école. Or, les politiques du Ministère comme la politique ESO apportent des clarifications pour la mise en application de cette loi.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

A. L'animatrice ou l'animateur culturel

Depuis des années le leader de l'animation culturelle de l'école est connu sous le nom d'animatrice ou d'animateur culturel quoique les écoles sont presque toutes dépourvues d'un tel leader maintenant parce que les CSDLF ont perdu depuis des années la capacité de financer la dotation de ce service. Un peu comme le leader scolaire pour d'autres programmes, l'animatrice ou l'animateur favorise la concertation du personnel enseignant de l'école sur l'encadrement linguistique et culturel du milieu scolaire : veille sur la présence à l'école d'objets qui reflètent la culture française, fait la promotion d'activités culturelles, met en place des stratégies pour faire du français la langue d'usage et assure la liaison avec les organismes communautaires de langue française. En somme, cette personne rend la culture française vibrante dans l'école et toujours présente à l'esprit des jeunes. C'est ainsi qu'étudier en français prend toute sa valeur aux yeux des jeunes.

Le calcul de l'investissement supplémentaire requis

Le tableau 11 ci-dessous illustre la méthode pour en arriver au montant de l'investissement supplémentaire requis : l'enveloppe salariale d'un membre du personnel de chaque école secondaire et l'équivalent d'une personne à raison d'un rapport de 1 pour 400 élèves pour chaque école élémentaire.

L'investissement supplémentaire requis est de l'ordre de 15,2 millions de dollars.

| L'animation culturelle - L'animatrice ou l'animateur culturelle | | | | | | | | | | | | | TABLEAU 11 | |
|---|----------------|------------------|----------------------------|-----------|----------------------------|------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------|------------------|-----------|------------------|-------------------|--|
| | Nord-Est 56 | Grand Nord 57 | Centre-Sud- Ouest 58 | Est 59 | Grandes Rivières 60A | Franco- Nord 60B | Nouvel- Ontario 61 | Aurores boréales 62 | Sud-Ouest 63 | Centre-Sud 64 | Est 65 | Centre-Est 66 | Total | |
| Nombre d'écoles secondaires | 5 | 8 | 8 | 12 | 8 | 3 | 8 | 1 | 7 | 8 | 7 | 8 | 83 | |
| Montant par école | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | |
| Total - secondaire | 302,840 | 484,544 | 484,544 | 726,816 | 484,544 | 181,704 | 484,544 | 60,568 | 423,976 | 484,544 | 423,976 | 484,544 | 5,027,144 | |
| Effectif - élémentaire | 750.00 | 1,693.00 | 4,937.00 | 7,070.00 | 6,067.00 | 2,436.00 | 5,611.00 | 580.00 | 5,698.00 | 10,081.00 | 9,176.00 | 12,803.00 | 66,902.00 | |
| # d'enseignant(e) @ 400:1 | 1.88 | 4.23 | 12.34 | 17.68 | 15.17 | 6.09 | 14.03 | 1.45 | 14.25 | 25.20 | 22.94 | 32.01 | 167.26 | |
| Montant par enseignant(e) | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | 60,568 | |
| Total - élémentaire | 113,565 | 256,354 | 747,561 | 1,070,539 | 918,665 | 368,859 | 849,618 | 87,824 | 862,791 | 1,526,465 | 1,389,430 | 1,938,630 | 10,130,301 | |
| Grand total | 416,405 | 740,898 | 1,232,105 | 1,797,355 | 1,403,209 | 550,563 | 1,334,162 | 148,392 | 1,286,767 | 2,011,009 | 1,813,406 | 2,423,174 | 15,157,445 | |

Basé sur 1 personne par école secondaire à 60 568 \$ par année, incluant avantages sociaux, et un(e) enseignant(e) par 400 élèves au palier élémentaire à 60 568 \$, incluant avantages sociaux.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

B. Les activités culturelles

Les circonstances particulières aux conseils scolaires de district de langue française

La raison d'être des activités culturelles des écoles de langue française découle du mandat de l'école de langue française. D'ailleurs, le nouveau curriculum de l'Ontario demande une intégration de mesures d'animation culturelle dans toutes les matières et pour toutes les années d'études, de la maternelle à la 12^e année. Les activités culturelles favorisent la réussite scolaire, communication orale, lecture et écriture étant présentes dans toute une variété de contextes et mettant en vedette toute une variété de sujets. Rappelons qu'à l'extérieur du milieu scolaire, l'élève est le plus souvent baigné dans des contextes de langue anglaise où il est rare de pouvoir pratiquer les compétences apprises à l'école.

Le calcul de l'investissement supplémentaire requis

Le tableau 12 ci-dessous illustre la méthode pour en arriver au montant de l'investissement supplémentaire requis : un montant de 300 \$ par classe, un montant forfaitaire de 10 000 \$ par école. Un montant forfaitaire pour les petits CSDLF sans égard au nombre d'écoles et un facteur de pondération (x 1,25) appliqué au montant par école pour les CSDLF dans les régions les plus durement touchées par l'assimilation.

L'investissement supplémentaire requis est de l'ordre de 5,8 millions de dollars.

| L'animation culturelle - Les activités culturelles | | | | | | | | | | | TABLEAU 12 | | | |
|--|----------------|------------------|----------------------------|-----------|----------------------------|------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------|------------------|------------|------------------|------------------|--|
| | Nord-Est 56 | Grand Nord 57 | Centre-Sud- Ouest 58 | Est 59 | Grandes Rivières 60A | Franco- Nord 60B | Nouvel- Ontario 61 | Aurores boréales 62 | Sud-Ouest 63 | Centre-Sud 64 | Est 65 | Centre-Est 66 | Total | |
| # de titulaires | 55,50 | 177,50 | 348,10 | 534,75 | 586,90 | 220,80 | 465,90 | 50,40 | 389,60 | 633,50 | 600,10 | 817,90 | 4,880,95 | |
| Montant par classe | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | 300 | |
| Total - volet classe | 16,650 | 53,250 | 104,430 | 160,425 | 176,070 | 66,240 | 139,770 | 15,120 | 116,880 | 190,050 | 180,030 | 245,370 | 1,464,285 | |
| # d'écoles | 12 | 19 | 36 | 35 | 40 | 17 | 40 | 8 | 31 | 46 | 46 | 52 | 382 | |
| Montant par école | 10,000 | 10,000 | 10,000 | 10,000 | 10,000 | 10,000 | 10,000 | 10,000 | 10,000 | 10,000 | 10,000 | 10,000 | 10,000 | |
| Total - volet école | 120,000 | 190,000 | 360,000 | 350,000 | 400,000 | 170,000 | 400,000 | 80,000 | 310,000 | 460,000 | 460,000 | 520,000 | 3,820,000 | |
| Montant pour petit conseil | 25,000 | 25,000 | | | | 25,000 | | 25,000 | | | | | 100,000 | |
| Grand total | 161,650 | 268,250 | 464,430 | 510,425 | 576,070 | 261,240 | 539,770 | 120,120 | 426,880 | 650,050 | 640,030 | 765,370 | 5,384,285 | |
| Pondération | | | 1,25 | | | | | 1,25 | 1,25 | 1,25 | | | | |
| Total pondéré | 161,650 | 268,250 | 580,538 | 510,425 | 576,070 | 261,240 | 539,770 | 150,150 | 533,600 | 812,563 | 640,030 | 765,370 | 5,799,655 | |
| Un conseil qualifie pour le montant pour petit conseil lorsque ses effectifs sont inférieurs à 4 000 élèves | | | | | | | | | | | | | | |
| Un conseil qualifie pour la pondération lorsque le % des d'élèves parlant autre chose que le français à la maison dépasse 40 % | | | | | | | | | | | | | | |

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

Le tableau 13 fait le sommaire de ces trois derniers volets : mandat de l'école de langue française, actualisation linguistique en français (ALF) et animation culturelle.

| Sommaire de tous les volets | | | | | | | | | | | | | TABLEAU 13 | |
|--|----------------|------------------|----------------------|------------------|---------------------|------------------|--------------------|---------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|--|
| Le mandat de l'école de langue française, Actualisation linguistique en français (ALF) et l'animation culturelle | | | | | | | | | | | | | | |
| | Nord-Est | Grand Nord | Centre-Sud- Ouest | Est | Grandes Rivières | Franco- Nord | Nouvel- Ontario | Aurores boréales | Sud-Ouest | Centre-Sud | Est | Centre-Est | Total | |
| | 56 | 57 | 58 | 59 | 60A | 60B | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | | |
| Mandat de l'école de langue française: | | | | | | | | | | | | | | |
| Leadership au niveau du conseil | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 98,378 | 1,180,536 | |
| L'aménagement linguistique en français (ALF) | | | | | | | | | | | | | | |
| Soutien intensif et partiel | 154,857 | 499,549 | 2,237,106 | 2,264,761 | 1,795,587 | 860,198 | 1,973,396 | 228,979 | 3,815,263 | 4,417,697 | 1,844,447 | 3,572,337 | 23,664,177 | |
| Formation du personnel | 8,880 | 28,400 | 55,696 | 85,560 | 93,904 | 35,328 | 74,544 | 8,064 | 62,336 | 101,360 | 96,016 | 130,864 | 780,952 | |
| Matériel de classe et d'appui à l'apprentissage au foyer | 17,076 | 55,615 | 218,588 | 245,926 | 195,019 | 96,165 | 214,619 | 21,111 | 369,115 | 422,398 | 202,058 | 361,927 | 2,419,617 | |
| Liaison avec les parents | 9,000 | 14,250 | 27,000 | 26,250 | 30,000 | 12,750 | 30,000 | 6,000 | 23,250 | 34,500 | 34,500 | 39,000 | 286,500 | |
| L'animation culturelle | | | | | | | | | | | | | | |
| Animatrice ou animateurs culturelles | 416,405 | 740,898 | 1,232,105 | 1,797,355 | 1,403,209 | 550,563 | 1,334,162 | 148,392 | 1,286,767 | 2,011,009 | 1,813,406 | 2,423,174 | 15,157,445 | |
| Les activités culturelles | 161,650 | 268,250 | 580,538 | 510,425 | 576,070 | 261,240 | 539,770 | 150,150 | 533,600 | 812,563 | 640,030 | 765,370 | 5,799,655 | |
| Total | 866,246 | 1,705,340 | 4,449,410 | 5,028,656 | 4,192,167 | 1,914,622 | 4,264,869 | 661,073 | 6,188,708 | 7,897,904 | 4,728,835 | 7,391,051 | 49,288,882 | |
| Formule Actuelle | | | | | | | | | | | | | | |
| | Nord-Est | Grand Nord | Centre-Sud- Ouest | Est | Grandes Rivières | Franco- Nord | Nouvel- Ontario | Aurores boréales | Sud-Ouest | Centre-Sud | Est | Centre-Est | Total | |
| | 56 | 57 | 58 | 59 | 60A | 60B | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | | |
| ALF élémentaire | 175,934 | 287,119 | 1,588,639 | 1,100,078 | 643,566 | 360,371 | 841,737 | 226,294 | 1,558,554 | 2,770,471 | 889,481 | 1,507,539 | 11,949,783 | |
| ALF secondaire | 54,939 | 160,891 | 300,854 | 402,228 | 304,778 | 191,631 | 323,745 | 13,735 | 109,392 | 449,319 | 405,499 | 443,432 | 3,160,443 | |
| Total ALF | 230,873 | 448,010 | 1,889,493 | 1,502,306 | 948,344 | 552,002 | 1,165,482 | 240,029 | 1,667,946 | 3,219,790 | 1,294,980 | 1,950,971 | 15,110,226 | |
| Total requis pour le mandat de l'école de langue française | | | | | | | | | | 49,288,882 | Minus | 15,110,226 | 34,178,656 | |

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

□ LA PRESTATION DES PROGRAMMES EN FRANÇAIS

La problématique

Le financement actuel ne reconnaît pas suffisamment le coût élevé des ressources et du soutien qu'entraîne la prestation des programmes de langue française.

Les circonstances particulières aux conseils scolaires de district de langue française

Les tableaux 14 et 15 ci-dessous indiquent que l'école de langue française ne dispose que de la moitié du financement d'une école de langue anglaise pour enseigner en français. Le GTSEF croit que l'enseignement en français, dans l'un et l'autre cas, devrait jouir du même niveau du financement.

Ainsi, l'école de langue française n'a pas de financement supplémentaire pour embaucher un personnel habilité à enseigner des cours d'anglais en remplacement de la ou du titulaire de la classe. Pourtant, l'école de langue anglaise a droit à du personnel enseignant additionnel pour l'enseignement du français langue seconde (Core French et Extended French) à l'élémentaire en remplacement de la ou du titulaire ordinaire de la classe.

De plus, dans une école de langue française, on retrouve dans une proportion normale des élèves qui ont besoin des programmes et des services pour l'enfance en difficulté alors qu'il serait étonnant d'en trouver une proportion comparable dans une école dite d'immersion (Immersion School). Par ailleurs, les conseils de langue anglaise n'ont pas de coûts additionnels pour l'administration en français puisqu'ils administrent le conseil et leurs écoles en anglais.

Le calcul de l'investissement supplémentaire requis

Les tableaux 14 et 15 ci-dessous illustrent la méthode pour en arriver au montant de l'investissement supplémentaire requis.

- ▶ En prenant le montant subventionné par élève d'une école de langue anglaise dans le programme d'immersion de langue française, on arrive à déterminer que les conseils scolaires de district de langue anglaise (CSDLA) sont financés deux fois plus que les CSDLF pour enseigner en français à l'élémentaire (programme d'immersion).

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

- ▶ Une autre incohérence se manifeste de la façon suivante : l'enseignement du français (Core French) dans l'école élémentaire de langue anglaise est financée à raison de 244 \$ par élève alors que l'école de langue française ne reçoit rien pour l'enseignement de Français/English et anglais pour débutants.
- ▶ En ce qui concerne le palier secondaire, le CSDLF reçoit un montant d'environ 495 \$ par élève. Or, si l'on applique le calcul de financement de FSL par crédit de 9^e, 10^e, 11^e et 12^e année, les montants sont de l'ordre de 623 \$ par élève de 9^e et 10^e et de 957 \$ par élève de 11^e et 12^e.

L'investissement supplémentaire requis pour arriver à une parité entre les CSDLF et les CSDLA est de l'ordre de 30,9 millions de dollars, soit 26,2 millions de dollars pour les écoles élémentaires et 4,7 millions de dollars pour les écoles secondaires.

| La prestation des programmes en français | | | TABLEAU 14 |
|---|------------------------------|---|--------------------|
| Comparaison de la subvention français langue première (FLP) et français langue seconde (FLS) | | | |
| | CSLF FLP 300 minutes * | Programme minimal FLS 38 minutes | FLS 150 minutes |
| Élémentaire | | | |
| Montant par élève, net du fonds de perfectionnement | 312 | 244 | 311 |
| Ratio - point médian anglophone versus francophone, temps d'enseignement | 100.0% | 12.7% | 50.0% |
| Ratio - \$ anglophone versus \$ francophone | 100.0% | 78.2% | 99.7% |
| * 412 \$ moins 100\$ (subvention FLP coûts directs maternelle/jardin à plein temps) = 312 \$ | | | |
| Secondaire | | | |
| Montant par crédit, CSLA, pour le français, 9-10 ** | 62 | | |
| Montant par crédit, CSLA, autres matières, 9-10 ** | 102 | | |
| Montant par crédit, CSLA, pour le français, 11-12 ** | 82 | | |
| Montant par crédit, CSLA, autres matières, 11-12 ** | 159 | | |
| Montant par élève francophone 9-10, financement FLP | 495 *** | | |
| Montant par élève francophone 9-10, financement FLS (1 crédit @ 62 \$, 5,5 crédit @ 102 \$) | 623 | | |
| Montant par élève francophone 11-12, financement FLS (1 crédit @ 82 \$, 5,5 crédit @ 159 \$) | 957 | | |
| ** CSLA = conseil scolaire de langue anglaise | | | |
| *** 666 \$ moins 171\$ (subvention FLP coûts directs maternelle/jardin à plein temps) = 495 \$ | | | |

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

| La prestation des programmes en français | | | | |
|---|------------------------------------|------------------------------------|-------------------------|---------------------------|
| Comparaison de la subvention français langue première (FLP) et français langue seconde (FLS) | | | | TABLEAU 15 |
| Élémentaire | Montant par élève pour 300 minutes | Effectifs, palier élémentaire CSLF | Montant généré pour FLP | Écart avec montant actuel |
| Montant généré par FLP @ 1,04 \$ la minute (Montant actuel pour FLP) | 312 | 66,902 | 20,873,424 | 0 |
| Montant généré par FLP = 542\$ 542\$ = 2,07 \$ la minute x 262 minutes Enseignement de l'anglais = 244 \$ par élève équivalent à Core/FSL Montant généré: Élèves 4-8: 786\$ = 542\$+244\$ Élèves Maternelle à 3e année: 621\$ = 2,07\$ la minute x 300 minutes | 786, 4-8 621, M-3 | 33 401 33 501 | 47,057,307 | 26,183,883 |
| Secondaire | Montant total généré | Écart avec montant actuel | | |
| Montant généré par FLP @ 495 \$ par élève * | 10,635,620 | 0 | | Investissement Requis |
| Montant généré par FLP @ 623 \$ par élève 9-10 et 957 \$ par élève 11-12 * | 15,286,930 | 4,651,310 | | 30,835,193 |
| * Voir le Tableau 14 pour le calcul des montants de 495\$, 623\$ et 957\$ | | | | |

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

□ L'ENFANCE EN DIFFICULTÉ

La problématique

Tous les conseils sont tenus de mettre en place une multitude de programmes et de services pour répondre aux besoins des élèves en difficulté. Les conseils scolaires de langue française n'y arrivent pas de façon adéquate.

Les circonstances particulières aux conseils scolaires de district de langue française

La liste ci-dessous énumère diverses difficultés propres aux CSDLF :

- ▶ la difficulté pour les CSDLF d'identifier les élèves en vertu de la pénurie du personnel spécialisé et le manque d'outils d'évaluation diagnostique et de dépistage en français, problème particulièrement aigu et coûteux lorsqu'il faut faire l'achat de services externes;
- ▶ la pénurie de programmes de langue française dans les établissements de soins, de traitement, de services de garde et de services correctionnels (section 20);
- ▶ les difficultés d'offrir les programmes d'enseignement conformes aux normes de qualité pour les diverses anomalies (anomalies de comportement, troubles envahissants du développement, autisme et troubles connexes, surdité et surdité partielle, troubles de la parole et du langage, difficulté d'apprentissage, douance, déficience intellectuelle légère, handicap de développement, handicap physique, cécité et basse vision et anomalies multiples);
- ▶ l'accès limité à des professionnels de la santé et des services sociaux et communautaires (orthophonistes, psychologues, physiothérapeutes, etc.) pouvant offrir des services en français;
- ▶ la difficulté de coordonner et d'intégrer des services communautaires en français compte tenu du nombre de municipalités regroupées sur le territoire du CSDLF et la pénurie de ressources en langue française;
- ▶ les coûts additionnels pour l'achat de matériel pédagogique et des outils d'évaluation spécialisés;
- ▶ les coûts de formation du personnel;
- ▶ la difficulté de regrouper suffisamment d'élèves pour créer des classes distinctes;
- ▶ l'adaptation du matériel pédagogique, la pénurie des services communautaires en français, le coût de maintenir des équipes d'appui pédagogique.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

Le calcul de l'investissement requis

La tâche de quantifier les coûts additionnels pour remédier à ces problèmes est quasi impossible à court terme. Néanmoins, nous suggérons une méthode estimative au tableau 16 ci-dessous. La subvention existante au titre du français langue première (FLP) représente 8 pour 100 de la subvention de base pour un élève à l'élémentaire en reconnaissance du coût additionnel associé à l'offre de services dans un contexte minoritaire. Le GTSEF a déjà indiqué que la subvention FLP est inadéquate. Cette subvention FLP, une fois ajustée par souci de parité à celle que reçoivent les conseils de langue anglaise pour l'enseignement des langues, représente 16 pour 100 de la subvention de base pour l'élève à l'élémentaire. Il faut alors majorer la subvention EED de 16 pour 100 pour reconnaître les coûts additionnels associés à l'offre de programmes et services pour l'enfance en difficulté dans un contexte minoritaire.

L'investissement supplémentaire requis représente 16 pour 100 (subvention FLP améliorée) des subventions AEEDFE (allocation pour l'éducation de l'enfance en difficulté fondée sur l'effectif) et AAS (allocation d'aide spécialisée), c'est-à-dire 86,7 millions de dollars X 16 pour 100 = 13,8 millions de dollars.

Le tableau 16 présente un estimé du financement des CSDLF dans le domaine de l'enfance en difficulté pour l'année scolaire 2003-2004.

| Éducation de l'enfance en difficulté (EED) | | | | | | | | | | | | | TABLEAU 16 | |
|--|-----------|------------|----------------------|------------|---------------------|-----------------|--------------------|---------------------|-----------|--|------------|------------|------------|--|
| | Nord-Est | Grand Nord | Centre-Sud- Ouest | Est | Grandes Rivières | Franco- Nord | Nouvel- Ontario | Aurores boréales | Sud-Ouest | Centre-Sud | Est | Centre-Est | Total | |
| | 56 | 57 | 58 | 59 | 60A | 60B | 61 | 62 | 63 | 64 | 65 | 66 | | |
| AEEDFE * | 417,413 | 962,103 | 2,502,524 | 3,906,062 | 3,313,228 | 1,370,296 | 3,063,393 | 265,380 | 2,857,422 | 4,902,361 | 5,040,687 | 6,574,264 | 35,175,133 | |
| AAS ** | 1,626,000 | 3,478,586 | 1,775,500 | 6,196,394 | 4,029,884 | 2,840,768 | 6,026,601 | 635,663 | 2,376,000 | 5,345,704 | 8,537,517 | 8,704,000 | 51,572,617 | |
| Total | 2,043,413 | 4,440,689 | 4,278,024 | 10,102,456 | 7,343,112 | 4,211,064 | 9,089,994 | 901,043 | 5,233,422 | 10,248,065 | 13,578,204 | 15,278,264 | 86,747,750 | |
| * Allocation pour l'éducation de l'enfance en difficulté fondée sur l'effectif (AEEDFE), anciennement connue sous l'acronyme "AGED". | | | | | | | | | | | | | | |
| ** Allocation d'aide spécialisée (AAS). | | | | | | | | | | 16% du montant total de 86,747,750 \$M | | | 13,879,640 | |

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

□ L'ADMINISTRATION ET LA GESTION DES CONSEILS SCOLAIRES DE LANGUE FRANÇAISE

La problématique

La subvention actuelle pour l'administration et la gestion des conseils scolaires de langue française est inadéquate pour assurer une gestion qui tient compte des caractéristiques particulières aux CSDLF.

Les circonstances particulières aux conseils scolaires de district de langue française

Il est interdit d'utiliser à des fins administratives l'allocation *Français langue première* (FLP) pour payer les coûts administratifs additionnels encourus par les CSDLF se rattachant à l'usage du français comme langue d'administration.

Les CSDLF ont à gérer plusieurs communautés géographiques établies sur un territoire de superficie moyenne de 34 000 km² et réunissant en moyenne 70 administrations municipales et plusieurs conseils scolaires coïncidents. Il coûte proportionnellement plus cher de mener en français les affaires d'un conseil scolaire : prix plus élevés et perte de productivité du fait de l'étendue du territoire.

Selon la formule actuelle et en raison de l'étendue de leur territoire, les CSDLF n'ont ni les cadres supérieurs ni les moyens nécessaires pour gérer leurs activités. La supervision du personnel et l'évaluation du système en souffrent. Ils ont même de la difficulté à soutenir les services de base des associations de conseillères et de conseillers scolaires. De plus, les conseils scolaires de langue française perçoivent qu'ils doivent justifier davantage leurs besoins que les conseils de langue anglaise. Les CSDLF se sentent doublement taxés par rapport aux CSDLA.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

Le calcul de l'investissement supplémentaire requis

Un investissement supplémentaire de 18 pour 100 de la subvention FLP répartie entre les composantes administration et gestion des conseils de la façon suivante :

- 5 pour 100 à l'enveloppe Conseils scolaires,
- 2 pour 100 à l'enveloppe Agents de supervision et
- 11 pour 100 à l'enveloppe Administration des conseils.

L'investissement supplémentaire requis est de l'ordre de 10,2 millions de dollars.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

□ LES PETITES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES ET SECONDAIRES : COMPOSANTE ADMINISTRATIVE

La problématique

La Stratégie d'éducation en milieu rural et éloigné accorde toute l'importance à la distance et à l'isolement pour un financement supplémentaire alors que la taille de l'école est le facteur critique pour la plupart des écoles de langue française.

Les circonstances particulières aux conseils scolaires de district de langue française

En ce qui concerne les mesures du gouvernement suivant le rapport James Downey, *Appuyer l'éducation dans les collectivités rurales et du nord de l'Ontario. Rapport sur la Stratégie d'éducation en milieu rural, 2003*, et quoiqu'elles aient aidé des petites écoles de langue française, le GTSEF est de l'avis que les problèmes de celles-ci sont loin d'être réglés. Le facteur fondamental et le plus critique pour les écoles de langue française est leur taille. Or, ce facteur est devenu secondaire et le facteur distance est devenu prioritaire dans les mesures systémiques découlant du rapport Downey. Selon le raisonnement du rapport, une grande école à proximité d'une petite école peut aider celle-ci en partageant avec elle une partie de ses ressources comme dans le domaine de services administratifs. Toutefois, les écoles de langue française qui se trouvent à proximité les unes des autres sont le plus souvent petites, les unes comme les autres, et elles n'ont pas de ressources à partager. La proximité n'offre aucun avantage pour un grand nombre d'écoles de langue française.

Le GTSEF recommande que toutes les écoles de langue française qui sont dans l'impossibilité de profiter des ressources d'une école à proximité du fait qu'elle aussi serait de petite taille, puissent jouir du soutien prévu dans la subvention pour la Stratégie d'éducation en milieu rural et éloigné.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

Le calcul de l'investissement supplémentaire requis

L'investissement supplémentaire requis est de l'ordre de 3,8 millions de dollars tel qu'illustré dans le tableau 17 ci-dessous

| Les petites écoles élémentaires et secondaires - Composante administrative | | | | | | | | | | | | | TABLEAU 17 | |
|--|---|----------------|---------------------|--------------------------------|-----------|----------------------------|------------------------|--------------------------|---------------------------|---------------------|----------------------|-----------|----------------------|------------------|
| Évaluation de l'effet de la stratégie d'éducation en milieu rural | | | | | | | | | | | | | | |
| Lig. | Catégorie | Nord-Est 56 | Grand Nord 57 | Centre- Sud- Ouest 58 | Est 59 | Grandes Rivières 60A | Franco- Nord 60B | Nouvel- Ontario 61 | Aurores boréales 62 | Sud- Ouest 63 | Centre- Sud 64 | Est 65 | Centre- Est 66 | Total |
| ÉLÉMENTAIRE, direction | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | # écoles, élémentaire | 7 | 11 | 32 | 23 | 32 | 12 | 31 | 7 | 22 | 40 | 36 | 44 | 297 |
| 2 | Direction élém. subvention de base | 2,00 | 4,22 | 12,38 | 17,49 | 14,78 | 5,85 | 13,94 | 1,43 | 13,79 | 24,58 | 22,94 | 31,70 | 165,10 |
| 3 | Direction élém. subvention petites écoles | 2,80 | 3,40 | 9,6 | 0,00 | 7,36 | 2,40 | 7,44 | 3,43 | 1,32 | 3,20 | 1,80 | 0,00 | 42,75 |
| 4 | Direction élém. Total subventionnées | 4,80 | 7,62 | 21,98 | 17,49 | 22,14 | 8,25 | 21,38 | 4,86 | 15,11 | 27,78 | 24,74 | 31,70 | 207,85 |
| 5 | Manque à gagner, élém. (ligne 1- ligne 4) | 2,20 | 3,38 | 10,02 | 5,51 | 9,66 | 3,75 | 9,62 | 2,14 | 6,89 | 12,22 | 11,26 | 12,30 | 89,15 |
| 6 | Manque à gagner \$, dir. El. (ligne 5 x seuil) | 207,284 | 318,464 | 944,084 | 519,152 | 929,009 | 353,325 | 906,396 | 201,631 | 649,176 | 1,151,368 | 1,060,917 | 1,158,906 | 8,399,713 |
| ÉLÉMENTAIRE, secrétariat | | | | | | | | | | | | | | |
| 7 | Effectif écoles élém < 272 élèves | 730,50 | 1,152,50 | 4,096,00 | 2,523,50 | 3,492,50 | 2,137,25 | 4,106,00 | 521,50 | 3,029,50 | 4,397,00 | 4,445,00 | 3,998,00 | 34,629,25 |
| 8 | # écoles élém < 272 élèves | 7 | 10 | 31 | 15 | 25 | 12 | 18 | 7 | 18 | 26 | 28 | 24 | 221,00 |
| 9 | Secrétariat subvention élém., écoles <272 | 2,69 | 4,24 | 15,06 | 9,28 | 12,84 | 7,86 | 15,10 | 1,92 | 11,14 | 16,17 | 16,34 | 14,70 | 127,31 |
| 10 | Manque, secrétariat élém. (ligne 8- ligne 9) | 4,31 | 5,76 | 15,94 | 5,72 | 12,16 | 4,14 | 2,90 | 5,08 | 6,86 | 9,83 | 11,66 | 9,30 | 93,69 |
| 11 | Manque à gagner, secrétariat élém.(ligne 9 x seuil) | 153,094 | 204,495 | 565,672 | 203,060 | 431,495 | 146,995 | 103,063 | 180,360 | 243,502 | 348,979 | 413,687 | 330,062 | 3,324,465 |
| 12 | Manque à gagner, élém (ligne 6 + ligne 11) | 360,378 | 522,959 | 1,509,756 | 722,212 | 1,360,504 | 500,320 | 1,009,459 | 381,991 | 892,678 | 1,500,347 | 1,474,604 | 1,488,968 | 11,724,178 |
| 13 | Financement Downey, administration élém. | 141,477 | 173,928 | 741,034 | 271,654 | 402,492 | 145,129 | 326,978 | 338,647 | 150,645 | 284,643 | 96,360 | 219,332 | 3,292,319 |
| 14 | Manque à gagner total, élém (ligne 12-ligne 13) | 218,901 | 349,031 | 768,722 | 450,558 | 958,012 | 355,191 | 682,481 | 43,344 | 742,033 | 1,215,704 | 1,378,244 | 1,269,636 | 8,431,859 |
| SECONDAIRE, directions | | | | | | | | | | | | | | |
| 15 | #écoles, secondaire | 5 | 8 | 8 | 12 | 8 | 3 | 8 | 1 | 7 | 8 | 7 | 8 | 83 |
| 16 | Directions, sec., subvention de base | 0,33 | 0,89 | 1,41 | 3,14 | 2,87 | 1,25 | 2,28 | 0,06 | 1,49 | 2,00 | 3,97 | 4,08 | 23,77 |
| 16 | Directions, sec., subvention petites écoles | 1,65 | 2,32 | 1,76 | 1,68 | 0,32 | 0,00 | 0,88 | 0,34 | 1,33 | 1,20 | 0,00 | 0,00 | 11,48 |
| 17 | Directions, sec total subventionnées | 1,98 | 3,21 | 3,17 | 4,82 | 0,00 | 1,25 | 3,16 | 0,40 | 2,82 | 3,20 | 3,97 | 4,08 | 32,06 |
| 18 | Manque à gagner, sec. (ligne 15- ligne 17) | 3,02 | 4,79 | 4,83 | 7,18 | 0,00 | 1,75 | 4,64 | 0,60 | 4,18 | 4,80 | 3,03 | 3,92 | 42,94 |
| 19 | Manque à gagner \$, directions sec. (ligne 18 x seuil) | 310,318 | 492,194 | 496,304 | 737,777 | 0 | 179,820 | 497,331 | 61,653 | 429,513 | 493,221 | 311,346 | 402,797 | 4,412,274 |
| SECONDAIRE, secrétariat | | | | | | | | | | | | | | |
| 20 | Effectif écoles sec < 187 élèves | 303,81 | 442,30 | 467,50 | 810,42 | 295,16 | 73,50 | 210,50 | 56,06 | 298,80 | 418,00 | 69,50 | 367,17 | 3,812,72 |
| 21 | # écoles sec < 187 élèves | 4 | 7 | 5 | 9 | 4 | 1 | 4 | 1 | 4 | 3 | 1 | 3 | 46 |
| 22 | Secrétariat subvention Sec., écoles < 187 | 1,62 | 2,37 | 2,50 | 4,33 | 1,58 | 0,39 | 1,13 | 0,30 | 1,60 | 2,24 | 0,37 | 1,96 | 20,39 |
| 23 | Manque, secrétariat sec. (ligne 20-ligne 22) | 2,38 | 4,63 | 2,50 | 4,67 | 2,42 | 0,61 | 2,87 | 0,70 | 2,40 | 0,76 | 0,63 | 1,04 | 25,61 |
| 24 | Manque à gagner, secrétariat sec. (ligne 23 x seuil) | 88,791 | 173,247 | 93,450 | 174,423 | 90,520 | 22,688 | 107,443 | 26,174 | 89,792 | 28,585 | 23,487 | 38,745 | 957,345 |
| 25 | Manque à gagner, secondaire (ligne 19 + ligne 24) | 399,109 | 665,441 | 589,754 | 912,199 | 90,520 | 202,508 | 604,774 | 87,827 | 519,305 | 521,806 | 334,833 | 441,543 | 5,369,619 |
| 26 | Financement Downey, administration Secondaire | 417,733 | 593,884 | 637,687 | 482,302 | | 85,690 | 402,042 | 98,830 | 449,322 | 814,697 | 148,154 | 214,583 | 4,344,924 |
| 27 | Manque à gagner total, secondaire (ligne 25 -ligne 26) | -18,624 | 71,557 | -47,933 | 429,897 | 465,954 | 116,818 | 202,732 | -11,003 | 69,983 | -292,891 | 186,679 | 226,960 | 1,400,129 |
| 28 | Manque à gagner total (ligne 14 + ligne 27) | 200,277 | 420,588 | 720,789 | 880,456 | 1,423,966 | 472,009 | 885,213 | 32,341 | 812,017 | 922,813 | 1,564,923 | 1,496,596 | 9,831,988 |
| 29 | Autres subventions * | 170,456 | 339,924 | 499,211 | 616,165 | 893,699 | 268,905 | 764,836 | 118,209 | 371,451 | 653,730 | 573,584 | 732,446 | 6,002,616 |
| 30 | Administration locale non-subventionnée (ligne 28 - ligne 29) | 29,821 | 80,664 | 221,578 | 264,291 | 530,267 | 203,104 | 120,377 | -85,868 | 440,566 | 269,083 | 991,339 | 764,150 | 3,829,372 |

* Le montant indiqué à la ligne 29 (Autres subventions - 6,002,616 \$) provient des sources de financement suivantes: ALF (directions), aide à l'apprentissage (directions et secrétariat), et de la stratégie en milieu rural et éloigné (secrétariat)

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

LES PROBLÉMATIQUES SUPPLÉMENTAIRES

Les problématiques ci-après sont tout aussi importantes mais il n'est pas possible pour GTSEF de mesurer pour le moment les retombées de mesures correctives systémiques en fonction du Rapport Rozanski qui pourraient atténuer les sources d'inquiétude.

- ▶ Les programmes et les services éducatifs des petites écoles
- ▶ Les immobilisations
- ▶ L'enfance en difficulté
- ▶ Le service de transport
- ▶ Le perfectionnement du français
- ▶ Les administrations scolaires

Le GTSEF est de l'avis que ces problématiques doivent faire l'objet de considérations futures et désire les signaler au Ministère aux fins de la réflexion qui accompagnera la poursuite de la mise en œuvre du Rapport Rozanski en 2004-2005.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

□ LES PROGRAMMES ET LES SERVICES ÉDUCATIFS DES PETITES ÉCOLES

La problématique

La Stratégie d'éducation en milieu rural et éloigné accorde toute l'importance à la distance et à l'isolement pour un financement supplémentaire alors que la taille de l'école est le facteur critique pour la plupart des écoles de langue française.

Les circonstances particulières aux conseils scolaires de district de langue française

Le rapport décrit déjà plus haut les retombées de la Stratégie d'éducation en milieu rural et éloigné en ce qui concerne les infrastructures administratives des écoles de langue française. Du fait de leur taille, les petites écoles de langue française n'ont pas de ressources à partager entre elles, qu'elles soient éloignées ou à proximité les unes des autres. La plupart des petites écoles ont une capacité réduite d'offrir les programmes et les services que les parents sont en droit de s'attendre pour leurs enfants.

Le GTSEF aurait voulu étudier les besoins pédagogiques des petites écoles élémentaires et secondaires. Mais compte tenu du délai accordé pour la préparation de ce rapport, le Groupe n'a pas eu le temps d'obtenir les renseignements pour déterminer :

- l'appui pédagogique nécessaire dans les écoles élémentaires regroupant les élèves dans les classes à niveaux multiples, jusqu'à quatre années d'études dans une même classe;
- la gamme minimale de cours nécessaires dans les écoles secondaires pour assurer que l'élève puisse obtenir le diplôme d'études secondaires de l'Ontario en quatre ans.

La moitié des écoles secondaires de langue française ont un effectif inférieur à 250 élèves. Chaque année, entre 500 et 600 élèves des écoles élémentaires de langue française décident de poursuivre leurs études secondaires dans les écoles de langue anglaise. Les élèves qui choisissent tout de même l'école secondaire de langue française n'ont pas accès aux cours qu'il faudrait. Les conflits d'horaire sont incontournables parce que les écoles secondaires de langue française n'ont pas la capacité d'offrir de multiples sections d'un même cours, c'est à dire inclure le même cours plus d'une fois à l'horaire. Les enseignantes et les enseignants sont appelés à enseigner des cours pour lesquels ils n'ont pas été formés et dans lesquels ils n'ont pas d'expérience. Il n'est pas étonnant que presque la moitié des ayants droit ne fréquentent pas les écoles de langue française.

Le Ministère doit tenir compte de cet état de fait lorsqu'il ajustera le financement de l'éducation.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

Le calcul de l'investissement supplémentaire requis

Faute de savoir ce que les réformes du financement de l'éducation apporteront comme correctif à cette situation inquiétante, le GTSEF n'est pas en mesure de calculer l'investissement supplémentaire requis et voudrait y revenir (voir les tableaux 18 et 19).

| TABLEAU 18 | | | | |
|--|-----------------------|-------------------------|----------------------|--------------------------------|
| Les programmes et les services éducatifs des petites écoles | | | | |
| Écoles de langue française - Répartition selon la taille | | | | |
| Palier élémentaire | | | | |
| Effectif | Nombre d'école | Nombre cumulatif | Pourcentage % | Pourcentage % cumulatif |
| Écoles <100 | 68 | 68 | 22.22% | 22.22% |
| Écoles 100-199 | 106 | 174 | 34.64% | 56.86% |
| Écoles 200-275 | 64 | 238 | 20.92% | 77.78% |
| Écoles 275-363 | 48 | 286 | 15.69% | 93.46% |
| Écoles 364 + | 20 | 306 | 6.54% | 100.00% |
| Total | 306 | | 100.00% | |
| <i>Écoles ne recevant pas l'appui Downey</i> | | 153 | | |
| <i>% des écoles ne recevant pas l'appui Downey</i> | | 50.0% | | |

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

| TABLEAU 19 | | | | |
|---|----------------|------------------|----------------|-------------------------|
| Les programmes et les services éducatifs des petites écoles | | | | |
| Écoles de langue française - Répartition selon la taille | | | | |
| Palier secondaire | | | | |
| Effectif | Nombre d'école | Nombre cumulatif | Pourcentage % | Pourcentage % cumulatif |
| Écoles <100 | 33 | 33 | 38.82% | 38.82% |
| Écoles 100-249 | 20 | 53 | 23.53% | 62.35% |
| Écoles 250-399 | 11 | 64 | 12.94% | 75.29% |
| Écoles 400-599 | 11 | 75 | 12.94% | 88.24% |
| Écoles 600-900 | 10 | 85 | 11.76% | 100.00% |
| Écoles 900 + | 0 | 85 | 0.00% | 100.00% |
| Total | 85 | | 100.00% | |
| <i>Écoles ne recevant pas l'appui Downey</i> | | | 33 | |
| <i>% des écoles ne recevant pas l'appui Downey</i> | | | 38.8% | |

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

❑ LES IMMOBILISATIONS

La problématique

Le transfert des immeubles des conseils scolaires de district de langue anglaise aux conseils scolaires de district de langue française au moment de la création de ces derniers a mal servi la communauté de langue française : piètre qualité, discordance avec les besoins de la communauté et mauvaise localisation.

Les circonstances particulières aux conseils scolaires de district de langue française

La qualité des immeubles, l'aménagement des aires d'enseignement et leur localisation laissent à désirer. Ce constat que font les parents et les élèves pèse lourd dans leur décision de choisir une éducation en français et de rester fidèle à cet engagement initial tout au long des études. De plus, les CSDLF ayant reçu des fonds d'immobilisation pour la construction de nouvelles écoles, ils construisent de petites écoles généralement en plus grand nombre que les CSDLA. Une petite construction occasionne des coûts supplémentaires; il coûte plus cher par pied carré de construire une petite école de 500 places élèves qu'une école de 1 000 places élèves par exemple.

Le GTSEF estime pour sa part qu'il est urgent de fournir aux CSDLF comme à tous les autres conseils scolaires les moyens d'effectuer des améliorations immobilières. Les problèmes auxquels font face les CSDLF, comme la rétention et le recrutement des élèves, prennent de l'ampleur avec le temps qui s'écoule.

Le calcul de l'investissement supplémentaire requis

Le Ministère estime que ces problèmes seront réglés par les composantes suivantes du modèle de financement de l'éducation : RECAAP (Real Estate Capital Asset Assessment Program), les pressions de transition relatives aux immobilisations, l'augmentation continue des effectifs, les écoles dont les coûts de réparation sont prohibitifs.

Faute de savoir ce que les réformes du financement de l'éducation apporteront comme correctif à cette situation inquiétante, le GTSEF n'est pas en mesure de calculer l'investissement supplémentaire requis et voudrait y revenir.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

☐ L'ENFANCE EN DIFFICULTÉ

Le rapport a déjà décrit plus haut les difficultés associées à la prestation des programmes et des services pour l'enfance en difficulté (EED) en fonction de facteurs tels que la pénurie d'expertise et de ressources pédagogiques. La problématique ci-dessous est liée à l'incidence des cas d'élèves qui ont besoin de programmes ou de services à l'enfance en difficulté.

La problématique

L'incidence de l'enfance en difficulté est plus grande dans les CSDLF que la moyenne provinciale pour l'ensemble des conseils scolaires.

Les circonstances particulières aux conseils scolaires de district de langue française

Le GTSEF est de l'avis qu'il y a proportionnellement plus de cas d'élèves qui ont besoin des programmes et des services à l'enfance en difficulté chez eux que dans les conseils anglophones. Là où une école de langue anglaise peut avoir en moyenne 10 pour 100 de ses élèves identifiés comme des élèves en difficulté, une école de langue française en aurait 12 pour 100. Les CSDLF attendent l'analyse comparative du Ministère relativement au nombre d'élèves identifiés comme des élèves en difficulté dans les CSDLF et les CSDLA. Si l'affirmation avancée plus haut est le reflet de la réalité, les CSDLF désireront discuter de mesures correctives.

Il se pourrait que le problème réside dans les méthodes d'identification des cas EED faute de ressources de langue française telles que des experts en psychologie et des outils de dépistage et de pistage, et que la subvention supplémentaire calculée dans les pages précédentes pourrait servir à réduire ou à éliminer le problème.

Le calcul de l'investissement supplémentaire requis

Faute de savoir ce que les réformes du financement de l'éducation apporteront comme correctif à cette situation inquiétante, le GTSEF n'est pas en mesure de calculer l'investissement supplémentaire requis et voudrait y revenir.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

❑ LE SERVICE DE TRANSPORT

La problématique

La formule du financement pour le service de transport est fautive et périmée.

Les circonstances particulières aux conseils scolaires de district de langue française

Le GTSEF a appris qu'une nouvelle formule pour le financement du transport des élèves était imminente. Le groupe a aussi compris que le financement actuel reposait sur une base de données établie sur l'incidence du transport en 1997 et ajustée annuellement en fonction des effectifs. Le GTSEF a de sérieuses réserves en ce qui concerne la base de données originale. Quoique l'effectif des écoles de langue française ne représente que 5 pour 100 de l'effectif total de la province, les coûts des CSDLF dépassent de 15 pour 100 les allocations attribuées par la province à cette fin.

Dans les ententes de collaboration passées avec les conseils scolaires de langue anglaise coïncidents (douze CSDLA en moyenne), le CSDLF fait dans la plupart des cas figure de parent pauvre, ses besoins en service de transport passant habituellement au second plan. Les autobus scolaires deviennent alors un service scolaire de langue anglaise fourni par un CSDLF, ce qui est nettement en marge de leurs obligations législatives par rapport à la prestation des programmes et des services d'éducation en langue française.

Le GTSEF tient aussi à signaler que le transport spécialisé des élèves en difficulté est beaucoup plus dispendieux pour les CSDLF compte tenu des grandes distances et de l'absence d'économies d'échelle.

Le calcul de l'investissement supplémentaire requis

Faute de savoir ce que les réformes du financement de l'éducation apporteront comme correctif à cette situation inquiétante, le GTSEF n'est pas en mesure de calculer l'investissement supplémentaire requis et voudrait y revenir.

❑ LE PERFECTIONNEMENT DU FRANÇAIS (PDF)

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

La problématique

La mise en œuvre des nouveaux programmes de perfectionnement du français, l'un au palier élémentaire et l'autre au palier secondaire, rencontre toutes les difficultés décrites plus tôt pour le programme d'actualisation linguistique en français (ALF) et même davantage du fait des effectifs plus faibles dans ces programmes.

Les circonstances particulières aux conseils scolaires de district de langue française

Les familles d'origine étrangère qui s'établissent en Ontario et utilisent le français comme une langue d'usage, voire même comme langue première, ont besoin que les écoles de langue française les accueillent en favorisant leur intégration à l'école de langue française et à la société canadienne. L'introduction du programme-cadre d'actualisation linguistique en français et de perfectionnement du français au palier élémentaire (2002) donne plus de précisions à ce sujet.

« L'école de langue française accueille aussi chaque année en provenance de l'étranger, surtout de pays où le français est la langue d'enseignement ou d'administration publique, de nouveaux élèves parlant français. Certains de ces élèves récemment installés en Ontario ont connu une scolarisation très différente de celle offerte ici, ont subi des interruptions dans leur scolarité ou sont peu scolarisés. Aider ces élèves à se familiariser avec leur nouvel environnement et à combler au besoin des retards en lecture, en écriture ou en mathématiques est une priorité car le bon déroulement de leurs études en dépend, de même que leur épanouissement personnel et leur insertion sociale. »

L'intégration de nouveaux arrivants dans une école de langue anglaise n'est pas comparable à l'intégration de nouveaux arrivants dans une école de langue française. Le contexte minoritaire de l'école de langue française prive cette dernière des ressources communautaires importantes pour réussir l'accueil comme à l'école de langue anglaise.

Les écoles de langue anglaise ont accès à des réseaux professionnels en éducation pour l'enseignement de *English as a Second Language* (ESL) et *English Skills Development* (ESD) dont les origines remontent à plusieurs décennies. Les écoles de langue française n'ont rien de comparable. Le soutien au personnel enseignant doit par nécessité provenir du Ministère et des CSDLF.

La formule du financement pour ESL/ESD a été amendée pour offrir un meilleur appui à ce programme alors que la formule du

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

financement pour le programme PDF, qui fait pendant au programme ESL, est demeurée inchangée.

Le calcul de l'investissement supplémentaire requis

Faute de savoir ce que les réformes du financement de l'éducation apporteront comme correctif à cette situation inquiétante, le GTSEF n'est pas en mesure de calculer l'investissement supplémentaire requis et voudrait y revenir. Il reste que le Ministère doit commencer par un arrimage de la formule du financement du programme PDF à celle du programme ESL/ESD et tenir compte du facteur décisif que représente l'expérience d'apprentissage du jeune francophone dans une école de langue française dès son arrivée au pays.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

❑ LES ADMINISTRATIONS SCOLAIRES

Pour la définition d'administration scolaire, se référer à la *Loi sur l'éducation*, L.R.O., 1990, section 1, alinéa (1).

La problématique

Le ministère de l'Éducation finance de nombreuses administrations scolaires dont sept sont des administrations scolaires qui gèrent des écoles de langue française.

Les circonstances particulières des administrations scolaires

Les administrations scolaires gèrent des petites écoles de langue française en milieu éloigné et isolé. Toutes les situations particulières et tous les défis que rencontrent les conseils scolaires de langue française sont aussi vécus dans les administrations scolaires. Lorsque le Ministère ajuste les formules de financement destinées aux administrations scolaires, il faudrait donc prévoir des sommes additionnelles pour tenir compte des éléments particuliers précités dans ce rapport tels que les programmes de maternelle et de jardin d'enfants, l'actualisation linguistique en français, l'animation culturelle, la prestation des programmes en français et l'enfance en difficulté.

Le calcul de l'investissement supplémentaire requis

Le GTSEF n'a pas calculé l'investissement supplémentaire requis à ce chapitre mais enjoint le Ministère de considérer une formule qui découle des ajustements qui seront faits pour tenir compte des circonstances particulières des conseils scolaires de langue française. Le GTSEF voudrait y revenir.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

LE RENOUVELLEMENT DU MANDAT DU GROUPE DE TRAVAIL

Tel qu'indiqué dans la section *Problématiques supplémentaires*, le GTSEF a besoin de poursuivre ses réflexions une fois que le Ministère aura annoncé les nouvelles mesures de financement de l'éducation pour donner suite à toutes les recommandations du Rapport Rozanski. Il va de l'intérêt du gouvernement comme de l'intérêt de la communauté de langue française de poursuivre les réflexions sur les recommandations du Rapport Rozanski, notamment en ce qui concerne les problématiques pour lesquelles les investissements supplémentaires requis sont actuellement calculés et en ce qui concerne les problématiques pour lesquelles les investissements supplémentaires qui seraient requis ne peuvent pas être calculés avant de connaître les mesures de financement nouvelles que proposera le Ministère. Les membres sont d'accord pour poursuivre l'étude d'une stratégie en matière d'éducation en français à plus long terme pour tenir compte de l'ensemble des besoins des conseils scolaires de langue française avec l'optique d'offrir un continuum de programmes et de services de qualité aux élèves francophones.

CONCLUSION

Le Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français a relevé dans ce rapport les mesures à prendre pour corriger les problèmes qui nuisent à l'éducation en langue française de façon particulière sur la prémisse que toutes les mesures qui devraient découler des recommandations du Rapport Rozanski seront des mesures systémiques qui s'appliqueront aux CSLF d'une façon qui reconnaît les circonstances particulières de l'éducation en langue française. Or, toute déficience dans cette reconnaissance compromettra le calcul des investissements requis avancés par le GTSEF. Tronquer un programme ou un service au profit d'un autre programme ou d'un autre service est une mesure de dernier recours pour les CSDLF. Cette situation est devenue intolérable.

En vertu de *La charte canadienne des droits et libertés*, les parents et les élèves francophones sont en droit d'exiger des programmes et des services d'éducation équivalents en qualité à ceux offerts par les conseils scolaires de district de langue anglaise. La rétention des élèves dans les écoles de langue française est intimement liée à la qualité des programmes, à la qualité des services et à la qualité des installations. Il est donc crucial que le gouvernement investisse immédiatement dans l'éducation en langue française pour que les conseils scolaires puissent offrir les programmes et les services équivalents, dans des installations de qualité équivalente, aux élèves qui ont le droit de suivre des études en français dans les écoles de langue française de l'Ontario. Le gouvernement ne peut pas remettre à demain les investissements requis pour renforcer la capacité des conseils scolaires de langue française à remplir leur mandat.

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

Annexe A

| Groupe de travail sur la stratégie en matière d'éducation en français | | | | |
|--|--|----------------------------------|--|--|
| Tableau sommaire des investissements supplémentaires requis | | | | |
| | Circonstances particulières | Financement requis (M \$) | Total | Référence au tableau du rapport |
| 1 | Maternelle et jardin d'enfants à temps plein | | | # |
| | Coûts directs d'offrir la M/J à plein temps | 53.1 \$ | | 1 |
| | <i>Moins Revenus actuels</i> | <i>-17.9 \$</i> | | 2 |
| | <i>Moins Subvention actuelle incluse dans FLP</i> | <i>-10.0 \$</i> | | 2 |
| | Manque à gagner | 25.2 \$ | | 3 |
| | <i>plus investissement en immobilisations</i> | 2.2 \$ | → 27.4 \$ | |
| 2 | Mandat de l'école de langue française | | | |
| | <i>Leadership au niveau du conseil</i> | 1.2 \$ | → 1.2 \$ | 4 |
| 2.1 | L'actualisation linguistique en français (ALF) | | | |
| | <i>Soutien intensif et soutien partiel</i> | 23.7 \$ | | 5,6,7 |
| | <i>Formation du personnel</i> | 0.8 \$ | | 8 |
| | <i>Matériel de classe et d'appui à l'apprentissage au foyer</i> | 2.4 \$ | | 9 |
| | <i>Liaison avec les parents</i> | 0.3 \$ | → 27.2 \$ | 10 |
| 2.2 | L'animation culturelle | | | |
| | <i>animatrices ou animateurs culturelles</i> | 15.2 \$ | | 11 |
| | <i>Les activités culturelles</i> | 5.8 \$ | → 21.0 \$ | 12 |
| | <i>Moins formule actuelle en ALF</i> | <i>-15.1 \$</i> | → -15.1 \$ | |
| | <i>Total requis pour le mandat de l'école de langue française</i> | | → 34.3 \$ | 13 |
| 3 | Prestation des programmes en français | | | |
| | Coûts additionnels (élémentaire et secondaire) | 30.9 \$ | | 14,15 |
| | <i>plus investissement en Éducation de l'enfance en difficulté (EED) (16% de la subvention EDD, voir le tableau 16 du rapport)</i> | | → | |
| | | 13.8 \$ | 44.7 \$ | 16 |
| 4 | Coût d'administration en français | | | |
| | Coûts additionnels | 10.2 \$ | → 10.2 \$ | s/o |
| 5 | Petites écoles élémentaires et secondaires - Composante administrative | | | |
| | Coûts administratifs estimés | 9.8 \$ | | |
| | <i>Moins subvention actuelle</i> | <i>-6.0 \$</i> | | |
| | Manque à gagner | 3.8 \$ | → 3.8 \$ | 17 |
| | Total des investissements supplémentaires requis | | → 120.4 \$ | |
| | Les problématiques supplémentaires | Financement requis | Référence au tableau du rapport | |
| 1 | Petites écoles élémentaire et secondaire - Composante des programmes et des services éducatifs | À être chiffré | 18,19 | |
| 2 | Immobilisation | À être chiffré | s/o | |
| 3 | Éducation de l'enfance en difficulté (EED) - Volume | À être chiffré | s/o | |
| 4 | Transport | À être chiffré | s/o | |
| 5 | Perfectionnement du français (PDF) | À être chiffré | s/o | |
| 6 | Les administrations scolaires | À être chiffré | s/o | |

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

Annexe B

LISTE DES MEMBRES DU GTSEF

| GROUPE DE TRAVAIL SUR UNE STRATÉGIE EN MATIÈRE D'ÉDUCATION EN FRANÇAIS | |
|---|--|
| Association / Organisme | Membre |
| Ministère de l'Éducation | Denis B. Vaillancourt , SMA, DELFAE Président du Groupe de travail |
| Conseil ontarien des directions d'éducation en langue française (CODELF) | Michel Serré , CSDECSO Alphonse Ainsworth , CSDCGR Denis S. Chartrand , CEPEO |
| Association des gestionnaires de l'éducation franco-ontarienne (AGEFO) | Pierre Filiatrault , surintendant des affaires en détachement pour les 12 CSDLF |
| Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques (AFOCSC) | Joseph Bisnaire , Président Robert Gagné , Directeur général |
| Association des conseillères et des conseillers des écoles publiques de l'Ontario (ACEPO) | Ronald Marion , Président Louise Pinet , Directrice générale |
| Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO) | Lise Routhier-Boudreau , Présidente Bernard A. Éthier , Directeur général adjoint |
| Associations des directions et des directions adjointes des écoles franco-ontariennes (ADFO) | Serge Plouffe , Président |
| Parents partenaires en éducation (PPE) | Paul Trudel , Directeur général |
| Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) | Nora Villaréal , CÉPEO Nicolas St-Amant , CSDCCS |
| Ministère de l'Éducation, Direction des politiques et programmes d'éducation en langue française | Ginette Plourde , Directrice Rémy Gagnon , Analyste politique Robert E. Laplante , Conseiller Maurice Boutet , Conseiller |

MANDAT ET CALENDRIER

Établir un consensus entre les principaux partenaires de langue française sur les moyens proposés pour la mise en œuvre de la recommandation 14 du Rapport Rozanski portant sur les besoins des conseils scolaires de langue française.

Échéance : de 6 à 8 semaines - Le Groupe s'est réuni le 2 février, les 12 et 13 février, le 27 février et le 4 mars 2004.

MÉMOIRES

A Organismes francophones qui ont fait des exposés ou présenté des mémoires au Groupe d'étude sur l'égalité en matière d'éducation 2002*

Association des conseillères et des conseillers des écoles publiques de l'Ontario
 Association des directions et des directions adjointes des écoles franco-ontariennes
 Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens
 Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens Centre-Sud et Sud-Ouest conseil publique n° 58
 Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques
 Conseil d'école secondaire Confédération
 Conseil ontarien des directrices et des directeurs de l'éducation de langue française
 Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien
 Conseil scolaire de district catholique des Aurores boréales
 Conseil scolaire de district catholique des Grandes Rivières
 Conseil scolaire de district catholique du Centre-Est de l'Ontario
 Conseil scolaire de district catholique du Nouvel-Ontario
 Conseil scolaire de district catholique Franco-Nord
 Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest
 Conseil scolaire de district des écoles publiques de l'Est de l'Ontario
 Conseil scolaire de district du Centre Sud-Ouest
 Conseil scolaire de district du Grand Nord de l'Ontario
 Conseil scolaire de district du Nord-Est de l'Ontario
 Fédération de la jeunesse franco-ontarienne

B Membres du GTSLF qui ont remis des documents pour fin d'études

Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens
 Association des gestionnaires en éducation franco-ontarienne

* Groupe d'étude sur l'égalité en matière d'éducation 2002 (le Rapport Rozanski), *Investir dans l'éducation publique : Favoriser l'amélioration continue de l'apprentissage et du rendement des élèves*, annexe G.

LEXIQUE DES ACRONYMES

Lexique des acronymes

| | |
|--------|--|
| AAS | Allocation d'aide spécialisée (<i>Intensive Support Amount [ISA]</i>) |
| ACEPO | Association des conseillères et des conseillers des écoles publiques de l'Ontario |
| ADFO | Association des directions et des directions adjointes des écoles franco-ontariennes |
| AEEDFE | AGED est la traduction initiale de SEPPA, jusqu'à ce qu'on se soit rendu compte qu'elle est fautive parce que l'allocation n'est pas fondée sur le nombre d'élèves en difficulté mais sur le nombre total d'élèves. Donc, nouvelle traduction : allocation pour l'éducation de l'enfance en difficulté fondée sur l'effectif, avec pour acronyme, ADIFE (AEEDFE étant non officiel). Malheureusement, AGED est entré dans l'usage sur le terrain, et on a du mal à faire adopter la nouvelle traduction. |
| AEFO | Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens |
| AFOCSC | Association franco-ontarienne des conseils scolaires catholiques |
| AGEFO | Association des gestionnaires en éducation franco-ontarienne |
| ALF | Actualisation linguistique en français |
| CCLF | Comité consultatif de langue française |
| CEPEO | Conseil des écoles publiques de l'Est ontarien |
| CODELF | Conseil ontarien des directions d'éducation en langue française |
| CSDCGR | Conseil scolaire de district catholique des Grandes Rivières |

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

Annexe D (suite)

| | |
|---------|--|
| CSDECSO | Conseil scolaire de district des écoles catholiques du Sud-Ouest |
| CSDLA | Conseil scolaire de district de langue anglaise |
| CSDLF | Conseil scolaire de district de langue française |
| DELFAE | Division de l'éducation en langue française et de l'administration de l'éducation |
| EED | Enfance en difficulté |
| ESL/ESD | English as a second language/English Skills Development |
| ESO | <i>Les écoles secondaires de l'Ontario de la 9^e à la 12^e année, 1999</i> |
| FESFO | Fédération de la jeunesse franco-ontarienne |
| FLP | Français langue première |
| GTSEF | Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français |
| PDF | Perfectionnement du français |
| PPE | Parents partenaires en éducation |
| RECAAP | Real Estate Capital Asset Assessment Program |
| SLF | Section de langue française (des conseils scolaires de langue anglaise) |
| SMA | Sous-ministre adjoint |
| SPAA | Subvention pour programmes d'aide à l'apprentissage |

Rapport du Groupe de travail sur une stratégie en matière d'éducation en français

O:\01 Direction\Dossiers\Comité de liaison - SMA - recommandation 14\2004\Version finale\Rapport - recommandation 14 - finale 4 (31 mars 2004).doc